

Extrait du Registre des Délibérations
Séance du 30 JUIN 2022
Nombre des Membres en exercice : 77

OBJET : 2022-04-06 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (8.4) – PARC DE LOISIRS DE LA FORET DE HAYE - LANCEMENT DE LA DEMARCHE DE CHARTE FORESTIERE DE TERRITOIRE ET CONVENTION DE COFINANCEMENT DE LA PHASE D'ETUDES

DATE DE CONVOCATION : 23 JUIN 2022

DATE DE PUBLICATION : 4 JUILLET 2022

Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni ce jour, dans la grande salle de réunion au 1^{er} étage du Bâtiment 200, site Kléber, à TOUL (54200), sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre COUTEAU, 2^{ème} Vice-Président, assurant exceptionnellement la Présidence de la séance, le Président étant empêché, ainsi que le 1^{er} vice-président.

<u>Etaient présents :</u>	FONTAINE André, TARDY Yvan, COLLET Thierry, CLAUDON Jean-Louis, AMMARI Christelle, BONNIN Pierre, PIERSON Marianne, LELIEVRE Jean Luc, POIRSON Elisabeth, STAROSSE Jean Luc, PAYEUR Emmanuel, VARIS Pierre, PREVOT Vincent (ayant la suppléance de SEGALT J-F), DEBONNET Géraldine (ayant la suppléance de CHARTREUX Fabrice), GUYOT Laurent (ayant la procuration de PLANCHAIS V.), SILLAIER Roger, RADER Audrey-Helen, MAURY Christophe, GUILLAUME Isabelle, KNAPEK Patrice, DOMINIAK Bernard, MILLET Marie (ayant la suppléance de WINIARSKI P.), MONALDESCHI Philippe (ayant la procuration de GASPARD I.), TOUSSAINT André, SITTIER David, ROSSO Michel, ARNOULD Raphaël, LALANCE Corinne, CARON Jean-François, MARIN Karine, TAILLY Jérôme, SAUVAGE Catherine, CHENOT Bernard, JOUBERT Roger, BELLINASSO Alain, MARTIN Vincent, PIERSON Chantal (à compter de la 2022.04.06), HENNEBERT Philippe, MOUROLIN Patrick (ayant la suppléance de MATTE J-F.), COLIN Xavier, ORDITZ Jackie (ayant la suppléance de CHENOT T.), NIGON Elisabeth (ayant la suppléance de ERZEN G.), DICANDIA Chantal (ayant la procuration de BONJEAN M.), ADRAINI Mustapha (ayant la procuration de GUEGUEN M.), ALLOUCHI-GHAZZALE Malika (ayant la procuration de EZAROIL F.), RIVET Lionel (ayant la procuration de HARMAND A.), HEYOB Olivier (ayant la procuration de BOCANEGRA J.), ASSFELD LAMAZE Christine (ayant la procuration de ERDEM Olivier), CHANTREL Nancy (ayant la procuration de LE PIOUFF L.), BRETENOUX Patrick (ayant la procuration de MOREAU J.L.), MASSELOT Catherine (ayant la procuration de MARTIN-TRIFFANDIER E.), SIMONIN Hervé, FAVRET Régis, FELTEN Daniel, COUTEAU Jean-Pierre.
<u>Etaient excusés :</u>	SEGALT Jean-François, CHARTREUX Fabrice, PLANCHAIS Viviane, WINIARSKI Patricia, GASPARD Isabel, DOHR Hervé, MANSION François, MATTE Jean-François, CHENOT Tony, HARMAND Alde, LE PIOUFF Lydie, BOCANEGRA Jorge, EZAROIL Fatima, BONJEAN Myriam, MOREAU Jean-Louis, ERDEM Olivier, GUEGUEN Marie, GUYOT Gilles.
<u>Avis de procuration :</u>	11 avis de procuration.
<u>Avis de suppléance :</u>	5 avis de suppléance.
<u>Secrétaire de séance :</u>	Corinne LALANCE
<u>Nombre de présents :</u>	Du début à la 2022.04.05 : 54 PRESENTS. De la 2022.04.06 à la fin : 55 PRESENTS.
<u>Nombre de votants :</u>	Du début à la 2022.04.05 : 65 VOTANTS. De la 2022.04.06 à la fin : 66 VOTANTS.

A la suite de son classement en forêt de protection par décret n°2018-930 du 29/10/2018, le massif de Haye est devenu la troisième forêt de protection de France en taille, sa superficie totale étant d'environ 10 414 hectares. Riche de son histoire, la forêt de Haye est un lieu de vie incontournable en Meurthe-et-Moselle, un espace boisé, naturel et de loisirs, aux portes de la Métropole et des intercommunalités limitrophes que sont les Communautés de communes Terres Toulaises, Moselle et Madon et Bassin de Pompey.

Toutefois, ce classement ne constitue pas une fin en soi et la vie du massif, dans ses usages multiples, doit pouvoir être organisée afin de **concilier les activités humaines, la gestion forestière et la préservation de l'environnement**. C'est à cet effet que l'idée collective de la mise en place d'une Charte Forestière de Territoire pour la forêt de protection de Haye a émergé.

La Métropole du Grand Nancy et le Département de Meurthe-et-Moselle, tous deux membres du Syndicat mixte pour la réalisation et la gestion du Parc de loisirs de la forêt domaniale de Haye, ont conjointement proposé que ce dernier se voit confier la mission de portage et d'animation de la Charte Forestière de Territoire (CFT) en devenant le Syndicat mixte de la forêt de Haye.

A cet effet, une concertation avec les intercommunalités sur le territoire desquelles se situe le massif a été engagée dans la perspective de les associer à la démarche à travers une adhésion au Syndicat mixte dans une forme renouvelée et avec des missions étendues.

La Charte forestière de territoire est un outil de coopération interterritorial institué par la Loi d'orientation forestière de 2001. Elle invite l'ensemble des utilisateurs d'un territoire forestier et de ses ressources à élaborer une vision commune de son développement en dépassant les frontières administratives, développement qui se doit d'être compatible avec l'ensemble des usages, notamment à travers la réalisation de trois documents cadres de cette concertation :

- **un diagnostic préalable** permettant de définir les contraintes réglementaires et d'analyser la filière forêt-bois ainsi que les autres activités à caractère économique, social et de loisirs présentes localement.
- **un plan d'orientations stratégiques** permettant de définir à partir des grands enjeux identifiés par le comité de pilotage à partir du diagnostic, de prioriser un nombre limité de "piliers" de la charte et de les décliner en orientations
- **un plan d'actions** qui vise, à travers une concertation large, à concrétiser les orientations stratégiques par des actions planifiées, financées, suivies et évaluées dans le temps .

La mise en place d'une charte prend la forme d'une concertation étendue à l'ensemble des acteurs partie prenante à la vie du massif, au sein d'un comité de pilotage. Pour le cas spécifique de la forêt de Haye, en raison de sa densité associative et de son rôle social fort auprès des populations, la démarche a été imaginée de la manière suivante :

⇒ **Un comité de pilotage** composé de deux organes :

- Un "Sénat forestier", assemblée plénière regroupant l'ensemble des parties prenantes identifiées (collectivités, acteurs institutionnels, propriétaires forestiers, associations de sauvegarde de la nature, associations représentant les usagers...) dont le rôle est de débattre et proposer les orientations et les actions

- Un comité exécutif plus restreint, composé de membres issus du Sénat forestier (collectivités et représentants des propriétaires forestiers avec voix délibérative, associations d'usagers et de protection de la nature avec voix consultative), dont le rôle est de valider les orientations et les actions et de les financer.

⇒ **Une participation citoyenne** à la construction du projet, à travers des ateliers et des actions innovantes, dont le contenu précis reste à définir.

L'ensemble de cette démarche sera piloté et suivi par le Syndicat mixte, à la gouvernance et aux compétences élargies. Les procédures de modifications statutaires impliquent toutefois des temps de discussion et de préparation qui n'ont pu être conduits en raison des échéances électorales des différentes collectivités territoriales et du contexte sanitaire des mois passés, et sont donc en cours de travail.

Afin de ne pas retarder la démarche de concertation et d'engager dès à présent la phase de diagnostic, il a été acté par l'ensemble des parties que la mission puisse commencer dès le début de l'année 2022 avec le recrutement d'une chargée de mission, dont le financement serait partagé à travers une convention de partenariat.

La répartition financière du portage de ce poste serait la suivante :

- Département de Meurthe-et-Moselle : 50 % des frais de rémunération charges comprises, dans la limite de 25 000 €.
- Les EPCI cosignataires (Métropole du Grand Nancy, CC terres Toulouses, CC Bassin de Pompey, CC Moselle et Madon) : 50% répartis à concurrence de leur population respective.

Cette convention de partenariat a pour objet de confier au Syndicat mixte, par le biais d'un financement partagé et d'un échange de données, une mission d'expertise et de diagnostic préalable au projet de charte dans le cadre des compétences en matière d'aménagement durable du territoire, de protection de l'environnement et de développement économique.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **d'approuver le principe de mise en œuvre d'une charte forestière de territoire pour le massif de Haye dont le portage est confié au Syndicat mixte de la forêt de Haye**
- **d'approuver les termes de la convention de co-financement au titre de l'année 2022 avec le Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle et les Communautés de communes**
- **d'autoriser en conséquence la signature de ladite convention.**

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an avant-dits.

Jean-Pierre COUTEAU
2^{ème} Vice-Président
Président de séance